

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**Opération :** Aménagement de locaux bâtiment 11B et 11C

**Client :** UNIVERSITE DE RENNES 1

**Adresse des travaux :** Campus de Beaulieu  
35000 Rennes

**Aff. N° :** C-RECS-2023-30-206588

**Opération de catégorie :** Niveau 2

**CSPS :** Lionel LE ROY

**Mail :** [lionel.leroy@btp-consultants.fr](mailto:lionel.leroy@btp-consultants.fr)

**Mobile :** +33649738956

**Agence :** Agence Rennes

ZAC de la Conterie 2 - Bât A - 2ème étage

10 rue Léo Lagrange

35131 CHARTRES DE BRETAGNE

**Fixe :** +33299788870

**Initié le :** 30/10/2023

**Date de mise à jour :** 30/10/2023

Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	30/10/2023		Lionel LE ROY	Conception

## Sommaire

<b>Renseignements administratif</b>	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	4
1. Particularités de l'opération	4
2. Polluants	5
3. PIC	5
4. Réseaux	6
5. Installations de chantier	8
6. Circulations piétons et véhicules	10
7. Évacuation des déchets et matériaux	11
8. Spécificités complémentaires	11
9. Secours	12
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	13
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	13
2. Modalités d'interventions	13
3. VIC - P.P.S.P.S.	14
4. Accueil sur site et formation	14
5. Modalités de coopération	14
6. Enchaînement des tâches	14
7. Travaux superposés	15
8. Visite et courrier des Organismes	15
9. Non-respect du Code du Travail	15
<b>Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)</b>	16

## Renseignements d'ordre administratif

### 1. Description sommaire de l'opération

Travaux de réaménagement intérieur de locaux dans les bâtiments 11B et 11C du Campus de Beaulieu.

### 2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 6 mois
- Démarrage prévisionnel : Avril 2024
- Effectif prévisionnel : -

### 3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

### 4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
1	DESAMIANPAGE	-	-
2	MENUISERIES - CLOISONNEMENT	-	-
3	FAUX PLAFOND	-	-
4	PEINTURE - REVETEMENTS DE SOLS	-	-
5	COURANTS FORTS et FAIBLES	-	-
6	CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - PLOMBERIE	-	-
7	MENUISERIES EXTERIEURES	-	-

### 5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	UNIVERSITE DE RENNES 1	-	Patrick LE MORVAN	patrick.le-morvan@univ- rennes1.fr

## Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

### 1. Particularités de l'opération

#### Contraintes spécifiques

Interdictions : Aucune occupation des lieux en dehors de la zone de chantier.

Servitudes : Sans Objet

Contraintes techniques : Site occupé

#### Permis feu

PC sécurité ou Maître d'Ouvrage : à préciser dans le CR de chantier

Téléphone : à préciser dans le CR de chantier

#### Interactions sur le site

Particularités :

Parties occupées : Ensemble du bâtiment

#### Généralités :

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DE LA LOGISTIQUE lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès, les portes secondaires seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DE LA LOGISTIQUE.

## 2. Polluants

### Amiante

Particularités :

Diagnostic établi par : Document non remis pour l'établissement du PGC

Le /

Synthèse du diagnostic : Présence d'amiante dans certain matériaux

Dispositions retenues : Retrait des matériaux contenant de l'amiante suivant repérage réalisé et répertorié dans le document RAAT.

#### Généralités :

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait prévoir la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisée par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage, qui est intégrée au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

## 3. PIC

### Plans de phasage

Entreprise titulaire du lot : LA DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DE LA LOGISTIQUE / Travaux 11B et 11C- CPER CYMOCOD

## Plans d'installation de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 1: DESAMIANPAGE - DEMOLITION - MACONNERIE Pour l'installation seule du bloc sanitaire.

**Généralités :**

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – Cloisonnement, etc...) :

- L'implantation des zones de cantonnements en concertation avec le Maître d'Ouvrage.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

**4. Réseaux**

## Consignations

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot ELECTRICITE; Lot CVC - PLOMBERIE

Réseaux consignés : à préciser sur un plan

Chargé de consignation : à préciser dans les PPSPS des entreprises concernées

Réseaux actifs et repérés comme tels : à préciser sur un plan

**Généralités :**

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

## Électricité complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot ELECTRICITE

Type de coffrets et répartition : à préciser sur le PIC

**Généralités :**

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A. Prévoir une armoire par maison individuelle.

- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols, si nécessaire.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA.

### Installation existante

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Lot ELECTRICITE

Locaux ou équipements concernés : Zone de chantier seule

**Généralités :**

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

### Eau potable complémentaire

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Lot CVC - PLOMBERIE

Emplacement des robinets de puisage : à préciser sur le PIC

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable un point de puisage avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides.

### Téléphone de chantier

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Chaque Lot

**Généralités :**

Chaque entreprise devra fournir à chacune de ses équipes un téléphone portable en parfait état de fonctionnement.

Un essai émission/réception permettra de vérifier la présence effective de réseau autour du chantier. Cet essai devra être consigné dans le registre de sécurité.

A défaut de réseau stable le Maître d'œuvre et le CSPS conviendront de la conduite à tenir, et en informeront l'ensemble des personnels sur site. Cette passation de consignes sera portée au CR de réunion de chantier ; chacun des personnels concernés devra émarger sur sa fiche d'accueil (ou toute autre support équivalent) de l'Entreprise.

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements,

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique .

## 5. Installations de chantier

### Accès piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 1 Désamiantage - Démolition - Maçonnerie

Utilisation des accès et fermetures existantes sur le site.

#### Généralités :

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

### Cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : la Direction de l'Immobilier et de la Logistique pour mise à disposition des locaux.

Chaque Lot devra ses propres équipements (vestiaires, tables, chaises, ...).

Sanitaires : A la charge du Lot 1: Désamiantage - Démolition - Maçonnerie.

#### Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés:

- dans une partie des locaux existants, dans l'emprise ou dans des locaux existants, hors emprise ;

#### \* SANITAIRES

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC et lave mains, seront installées, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

#### \* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront à la charge de chaque lot.

#### \* VESTIAIRES

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires seront à la charge de chaque Lot.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.



### Protections contre l'incendie

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Lot concerné

Emplacement des extincteurs : Le bâtiment est équipé de ses propres moyens de lutte contre l'incendie.

**Généralités :**

Un permis feu journalier devra être obtenu auprès du PC sécurité ou de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

### Nettoyage des cantonnements

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Chaque Lot

Périodicité : Quotidienne

**Généralités :**

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

### Nettoyage du chantier

**Particularités :**

Entreprise titulaire du lot : Chaque Lot

Périodicité : Quotidienne

**Généralités :**

Les gravats, déchets et décombres seront évacués chaque jour par les moyens de chaque entreprise.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 6. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

Entreprise titulaire du lot : Chaque Lot.

Qui ouvre, qui ferme : La première entreprise qui arrive sur le chantier, ouvre. La dernière à quitter le chantier, ferme.

Horaires : 8 h 00 / 18 h 00

Procédure pour heures supplémentaires : Sans objet, sauf dérogation de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

Travaux le samedi : Interdit

Travaux le Dimanche : Interdit

### Cheminements sécurisés piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Lot 1: DESAMIANPAGE - DEMOLITION - MACONNERIE

#### Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, pendant toute la durée des travaux.

Les accès au bâtiment, sont en nombre limité.

Les circulations seront séparées si nécessaire physiquement des voies empruntées par les étudiants, les personnels, les tiers, ..., Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau d'avertissement adéquat.

### Accès véhicules – livraisons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Chaque Lot.

Pas de stockage possible sur site, sauf en tampon pour les travaux de la journée.

Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : à préciser par le Maître d'Ouvrage.

#### Généralités :

Chaque entreprise effectuera ses approvisionnements dans les conditions de sécurité maximales et sera tenu entièrement responsable de tout accident ou incident. Des aménagements spécifiques pourront être mis en place pour la durée de l'opération de chargement / déchargement.

Chaque approvisionnement de matériels ou de matériaux sera distribué dans les zones de travaux en cours.

Ces approvisionnements seront que pour la journée; aucune aire de stockage n'est prévue.

### Places de stationnement

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

Réservées à : aux seuls véhicules d'entreprises.

Emplacements : à préciser par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

#### Généralités :

En aucun cas les places de stationnement ne devront gêner en quoi que ce soit le bon fonctionnement de l'université..

## 7. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Chaque Lot.

**Généralités :**

Chaque Lot se charge de d'évacuer ses propres déchets journallement.

## 8. Spécificités complémentaires

### Démolition

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Lot 1 DESAMIANPAGE - DEMOLITION - MACONNERIE.

Mesures de protection spécifiques (écrans, etc..) : à préciser dans le PPSPS

Zones du chantier concernées : préciser sur les plans de phasage

**Généralités :**

Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des examens visuels réalisés après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des espaces concernant l'opération.

L'entreprise en charge des travaux assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ : protections collectives en place et vérifiées, etc...

### Silice

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Lot 1 : DESAMIANPAGE - DEMOLITION - MACONNERIE

Mesures de protection spécifiques (masques, aspiration à la source, humidification etc..) : à préciser dans le PPSPS

**Généralités :**

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m3 pour le quartz

0,05 mg/m3 pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

## 9. Secours

### Zone de rassemblement

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Chaque Lot

Emplacement : à renseigner sur le PIC, à définir avec la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

#### Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique .

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

### Trousse de secours

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Chaque Lot

Emplacement : Dans chaque véhicule des entreprises.

#### Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

### SST

Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : Chaque LoT

#### Généralités :

Les entreprises assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

### Procédure d'évacuation

Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : Chaque Lot

Personnel désigné pour accueillir les secours : à préciser dans les PPSPS des entreprises

#### Généralités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique. Le CSPS, l'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de coactivité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la coactivité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et comptes-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. L'entrepreneur demandera au CSPS un rendez-vous pour effectuer sa Visite d'Inspection Commun.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable à tout moment et en permanence sur le chantier.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse l'espace ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la coactivité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

### 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

Université de RENNES 1; Campus BEAULIEU; Aménagement de locaux bâtiment 11B et 11C

Contraintes horaires et livraisons

8 h 00 / 18 h 00

Moyens de levage partagés disponibles

Sans objet

Zones tampons de stationnement

Sans objet

Quais de déchargement partagés disponibles

Aucun

Contraintes particulières du site

Site occupé

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux